

# «J'irai à Bruxelles le moment venu»

**IGNAZIO CASSIS** Après sa tournée en Afrique, le chef du DFAE est maintenant très attendu sur le dossier européen. Gestion de son département, stratégie d'approvisionnement des vaccins contre le Covid-19, nouvelle administration américaine, Moyen-Orient... le conseiller fédéral a répondu aux questions du «Temps»

PROPOS RECUEILLIS PAR SIMON PETITE

@SimonPetite

Ignazio Cassis est rentré vendredi soir d'une intense tournée en Algérie, au Mali, au Sénégal et en Gambie. Le chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a signé avec le Sénégal deux accords dans les domaines aérien et environnemental. Une tournée sans faux pas, alors que le conseiller fédéral est contesté jusqu'à l'intérieur de son département. Le ministre va maintenant replonger dans des dossiers, notamment les relations avec l'Union européenne, où il est attendu au tournant. Il a répondu à nos questions vendredi dans l'avion du retour.

**A la suite de ce voyage en Afrique, y aura-t-il de nouveaux moyens financiers dédiés à ce continent?** Nous disposons déjà des crédits nécessaires pour mettre en œuvre notre nouvelle stratégie pour l'Afrique subsaharienne. La plus grande partie de ces fonds provient du budget de la coopération internationale, soit 2,8 milliards de francs par année. Mais il faut espérer que la pandémie de Covid-19 se termine cette année en Suisse et ne change pas les priorités budgétaires.

Quant aux accords bilatéraux avec des pays africains, comme ceux conclus dans les domaines aérien et environnemental avec le Sénégal, ils n'ont pas de répercussions financières supplémentaires. Nous pouvons aussi financer des projets de coopération à travers les instances multilatérales, comme c'est le cas au Mali avec la Mission de l'ONU (Minusma). Enfin, une plus grande cohérence au sein du DFAE mais aussi entre les départements fédéraux dont les activités ont des liens avec l'Afrique, comme sur la migration, entraîne davantage d'efficacité.

**Vous avez pu constater la difficulté de concrétiser des accords migratoires. Faut-il offrir davantage pour convaincre les pays africains de reprendre leurs ressortissants expulsés de Suisse?** La question est prématurée. Nous venons de rouvrir le dialogue sur ce thème très sensible qui est compris de manière différente de part et d'autre de la Méditerranée. Les discussions étaient interrompues à cause du Covid-19. Il y avait aussi des malentendus. Avec l'Algérie, nous avons convenu d'intensifier notre coopération, notamment en matière migratoire. S'accorder est une chose mais ce sont les réalisations concrètes qui détermineront le succès. J'ai salué auprès du premier ministre et du ministre des Affaires étrangères algériens le rôle stratégique joué par leur pays face aux flux migratoires venus d'Afrique de l'Ouest. Cette lourde tâche bénéficie à toute l'Europe. Le reconnaître est important pour aborder correctement le sujet.

**Vous avez aussi loué la réponse de l'Algérie à la pandémie, notamment le fait qu'elle ait misé sur le vaccin russe contre le Covid-19 malgré la méfiance générale initiale. Une inspiration pour la Suisse?** Chaque pays se fraye un chemin dans la jungle des vaccins avec sa propre vision géopolitique. L'approche des pays africains est plus décomplexée et pragmatique. Le prix est fondamental. L'Algérie a choisi de s'approvisionner en vaccins surtout auprès de la Russie, le Sénégal, lui, auprès de la Chine. La Suisse compte habituellement sur l'Europe et les Etats-Unis, mais ces dernières semaines, même le vaccin russe a gagné en importance, étant donné les retards de livraison des autres vaccins.

La vaccination est l'instrument décisif contre la pandémie. Sommes-nous prêts à regarder au-delà de notre horizon traditionnel?

**Vous êtes-vous fait vacciner contre le Covid-19?** Lorsque le deuxième vaccin a été mis sur le marché, le Conseil fédéral a ouvert la possibilité à ses membres de se faire vacciner. J'ai reçu la première dose de vaccin avant ce voyage en Afrique et vais recevoir la seconde prochainement.

**En Afrique, n'avez-vous pas légitimé des gouvernements discutables, en particulier au Mali, où les autorités sont issues d'un coup d'Etat?** Soit nous évitons les pays qui ne fonctionnent pas comme nous le désirons. Soit nous y allons pour avoir le meilleur dialogue possible sur la démocratie et les droits de l'homme. Le Mali se trouve à un moment charnière. La transition doit mener à des élections au printemps prochain. Il était essentiel d'y aller sans attendre. J'ai

demandé au président de transition s'il avait besoin de l'aide de la Suisse pour organiser des élections respectées ou pour rédiger une nouvelle Constitution, des domaines dans lesquels nous avons un savoir-faire reconnu dans le monde. La Suisse offre également tout son soutien à la mission de l'ONU au Mali.

**L'Afrique n'est pas le dossier sur lequel vous êtes le plus attendu. Quand monerez-vous au front à Bruxelles pour défendre l'accord-cadre?** J'irai à Bruxelles le moment venu, quand les discussions se feront à un niveau politique. Pour l'instant, nous sommes à des discussions techniques pour éclaircir plusieurs points ouverts du projet de l'accord-cadre de 2018. C'est ce qu'a décidé le Conseil fédéral le 11 novembre dernier.

La tâche reste difficile, parce qu'elle touche à l'équilibre entre indépendance et prospérité. Le Conseil fédéral veut obtenir un accord qui tienne compte des préoccupations exprimées lors des consultations et qui trouve le soutien de la population suisse. L'Union européenne reste notre partenaire économique le plus important et avec lequel nous avons besoin de relations réglées. Quand nous aurons obtenu les clarifications souhaitées, c'est le Conseil fédéral qui tranchera.

**«Il suffit qu'un parlementaire de mon parti tire sur l'accord-cadre pour que cela devienne une affaire nationale»**

**Le soutien à cet accord-cadre s'effrite, y compris dans votre propre parti. Plutôt que de mûrir, les choses ne sont-elles pas en train de pourrir?** En lisant les médias, on peut arriver à cette conclusion. Il suffit qu'un parlementaire de mon parti tire sur l'accord-cadre pour que cela devienne une affaire nationale. Ce sont des discussions qui suscitent l'émotion, voire des tensions. Je ne minimise en rien la difficulté de la tâche mais il faut rester calme et garder l'esprit ouvert. En Suisse, nous oublions que nous devons aussi trouver un accord avec l'UE et les 27 Etats européens. Nous jouons un match

Ignazio Cassis:  
«Je me sens à l'aise dans mon département. Je continue sur la même ligne.»  
(SALVATORE VINCI/13 PHOTO)

sur deux terrains, à domicile mais aussi à l'extérieur.

**Vous êtes aussi contesté au sein de votre propre département. Certains transferts de diplomates ont été remis en question, ce qui est rare dans le monde feutré de la diplomatie. L'ambassadeur à Londres, Alexandre Fasel, pourtant aux premières loges des négociations du Brexit, n'a pas été retenu pour Bruxelles. Vous n'aimez pas les têtes qui dépassent?** Dans un système de rotation, il n'y a jamais qu'un ou une seule candidate qualifié(e) pour chaque poste. Qu'il y ait parfois du mécontentement chez certains diplomates n'est pas du tout une nouveauté. Chaque année, plus d'un quart d'entre eux changent d'affectation. Nous les invitons à faire part de leurs souhaits. Dans bien plus de 90% des cas, nous arrivons à les satisfaire. Mais il est mathématiquement impossible de contenter tout le monde. D'ailleurs, quand on entre dans la carrière diplomatique, on signe un contrat par lequel on se soumet à la discipline des transferts. Les règles du jeu sont claires dès le départ. Dans le cas d'Alexandre Fasel, une nouvelle tâche lui sera attribuée bientôt, tâche dont il se réjouit.

**Vous n'acceptez pas les critiques? Comment pensez-vous restaurer la confiance?** Ma porte est toujours ouverte et je prends chaque critique au sérieux. Je ne peux pas obliger mes diplomates et mes ambassadeurs à venir me voir. Beaucoup le font, d'autres non et préfèrent parler aux médias. Quant à la confiance, je n'ai pas à la restaurer, elle est là. La preuve: la satisfaction et l'engagement des collaboratrices et des collaborateurs du DFAE ont augmenté depuis trois ans. Selon l'enquête réalisée par une entreprise externe mandatée par la Confédération, il y a aujourd'hui davantage de structure et de conduite au sein du DFAE. Pour moi, le message est clair: je continue sur la même ligne. Je me sens à l'aise dans mon département et j'estime avoir un très bon contact avec mes collaborateurs, dans la diploma-

tie, les services consulaires, la coopération internationale et les autres services.

**Avec l'élection de Joe Biden à la Maison-Blanche, la politique étrangère de la Suisse va-t-elle changer? Une stratégie du Conseil fédéral pour les Amériques est en cours de préparation. Mais je peux déjà vous dire qu'il n'y aura pas de grands changements dans nos relations avec les Etats-Unis. Contrairement à un refrain que j'entends souvent, nos relations bilatérales n'ont pas changé sous la présidence de Donald Trump. Les Etats-Unis ont toujours été un partenaire étroit de la Suisse avec lequel nous partageons les mêmes valeurs et entretenons des liens économiques, scientifiques et culturels intenses.**

**«La satisfaction et l'engagement des collaboratrices et des collaborateurs du DFAE ont augmenté depuis trois ans. Il y a aujourd'hui davantage de structure et de conduite au sein du département»**

**Avez-vous lu le rapport d'audit de l'ONU sur l'UNRWA, l'agence de l'ONU de soutien aux réfugiés palestiniens attaquée par Israël et les Etats-Unis? Vous déclarez en 2018 à son propos qu'elle «faisait partie du problème» israélo-palestinien. Ce document blanchit-il l'ancien commissaire général de l'organisation, le Suisse Pierre Krähenbühl poussé à la démission en 2019?** En 2018, au retour d'un voyage en Jordanie, j'ai effectivement posé des questions sur l'UNRWA et son rôle dans le

conflit israélo-palestinien. Sur cette base, la question a été éclairée et le Conseil fédéral a publié en octobre dernier un rapport qui montre des lumières mais aussi des zones d'ombre dans les 70 ans d'histoire de cette agence onusienne. Il est important pour nous de mettre fin aux accusations de suspicion d'antisémitisme et d'enseignement nuisant à la paix portées contre l'agence. Ce rapport conclut que, sans une solution politique du conflit au Moyen-Orient, il n'y a pas d'alternative à l'UNRWA.

Le deuxième épisode dont vous parlez date d'une année plus tard, en été 2019, quand le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a mandaté son autorité de surveillance pour mener une enquête sur l'UNRWA, pour des suspicions de mauvaise gestion. Les conclusions de l'enquête sont contenues dans cinq rapports de l'ONU qui n'ont pour l'instant pas été rendus publics. Ils ont été transmis au DFAE et sont classés confidentiels; je n'ai donc pas le droit de m'exprimer. La Suisse a demandé à l'ONU qu'elle publie ces documents pour des raisons de transparence. Cela permettrait une discussion factuelle. Suite à l'enquête, un train de réformes pour améliorer la gouvernance et la transparence a été élaboré par l'agence. Nous le soutenons et je l'ai communiqué lors d'un entretien à Berne avec le nouveau directeur général, M. Lazzarini.

**Comment vous préparez-vous à d'éventuelles reprises des négociations entre les Etats-Unis et l'Iran?** Nous n'avons jamais cessé de nous y préparer. Représenter les intérêts des Etats-Unis auprès de l'Iran nous impose d'être constamment sur le qui-vive. L'activité entre ces deux pays par le biais de la Suisse se déroule dans la plus grande discrétion. La Suisse a toujours soutenu l'accord sur le nucléaire iranien. Pour l'instant, la situation n'est pas encore claire, même si les premiers positionnements commencent à se dessiner. Nous ne pouvons que stimuler l'échange de dialogue entre les deux capitales. ■

